

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 18/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CIHB S.A.

1346 route de Miallet
24470 Saint-Pardoux-La-Rivière

Références : FF/Ubd 24-47/54/2026
Code AIOT : 0005200182

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2026 dans l'établissement CIHB S.A. implanté 1346 route de Miallet 24470 Saint-Pardoux-la-Rivière. L'inspection a été annoncée le 20/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Action régionale produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CIHB S.A.
- 1346 route de Miallet 24470 Saint-Pardoux-la-Rivière
- Code AIOT : 0005200182
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SA CIHB (Constructions Industrialisées Henri Brives) est autorisée, par arrêté préfectoral du 11/02/1998 et complété le du 6 mai 2003 ainsi que le 26/02/2007, à exploiter au lieu-dit « Le Maine » sur le territoire de la commune de Saint Pardoux la Rivière une unité de travail, de traitement et de vernissage du bois.

La société est spécialisée dans la fabrication de bungalows, de rondins pour les aménagements extérieurs ainsi que les jeux en bois.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 11/02/1998, article 3.6.4	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Préfectoral du 11/02/1998, article 3.6.4	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
6	Eaux	Arrêté Préfectoral du 26/05/2025, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée lors de cette inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.

Article 35 : les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Les Fiches de Données de Sécurité (FDS) sont disponibles sur les postes informatiques et via les tablettes du personnel. Les jours de l'inspections, les FDS étaient récentes. Il existe des procédures et des fiches récapitulatives au niveaux des différents postes de stockage et d'utilisation des produits.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : Les produits sont stockés à proximité des lieux d'utilisation, dans des quantités faibles car l'exploitant fonctionne avec des stock limités (commande régulière et évacuation des cuves et bidons par les filières agréées). Les postes de dépotages sont équipés d'extincteurs compatibles avec les produits et de produits absorbants.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/1998, article 3.6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs de produits polluants ou dangereux [...] doivent être installés [...] dans des cuvettes de rétentions étanches de capacité au moins égale à la plus grande des deux valeurs ci-après : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs contenus.
Constats : Les produits sont stockés sur des rétentions bétons étanches de grandes capacités. Celle-ci sont

<p>vérifiées régulièrement, un nettoyage a été fait par l'entreprise Chimirec. Les cuves en cours d'utilisation sont sur bac de rétention de capacité suffisantes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/1998, article 3.6.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs de produits polluants ou dangereux [...] doivent être installés en respectant les règles de compatibilité dans des cuvettes de rétentions étanches [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle des FDS montre l'absence d'incompatibilités entre les produits stockés sur une même rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a fourni un état des stocks général comportant l'ensemble de ses produits. Cet état des stock trop complet et ne séparant pas les produits chimiques des autres articles est difficilement exploitable en cas d'incident / accident pour une personne externe à l'entreprise.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de travailler sur un état des stocks spécifique aux produits chimiques qui permettra une vision rapide des enjeux en cas d'incident / accident.</p> <p>Celui-ci devra contenir à minima la liste des produits, les quantités, les localisations, les mentions de danger, les conseils de prudence. Un accès rapide aux dispositions liées aux premiers secours et à leur mode de mise en œuvre serait un plus.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2025, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillances des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

La surveillance des eaux souterraines se fera au travers de 3 sources pour y effectuer la surveillance environnementale : source 4 et source 5 en aval hydraulique, et source 6 en amont (voir annexes).

[...]

Ces mesures comprennent, en plus des substances pertinentes mentionnées ci-dessus, au moins les éléments suivants:

Paramètres	Code SANDRE	Fréquence de surveillance
pH	264	Une fois tous les six mois
Sodium (Na)	1375	Une fois tous les six mois
2-Méthyl-4-isothiazolin-3-on	-	Une fois tous les six mois
E t h a n o l a m i n e (2 - a m i n o é t h a n o i)	5415	Une fois tous les six mois
Cuivre (Cu)	1392	Une fois tous les six mois
Bore (Bo)	1362	Une fois tous les six mois
Azote kjeldahl (NTK)	1319	Une fois tous les six mois
Chlorures	1337	Une fois tous les six mois
5-chloro-2-méthyl-3(2h)	-	Une fois tous les six mois isothiazolon (CMIT)

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant à présenté le Rapport n°0797711-25192910 du 23 décembre 2025, de surveillance de la qualité des eaux souterraines, produit par la société Bureau Veritas.

Celui-ci montre une conformité de l'installation pour tout les paramètres.

Type de suites proposées : Sans suite

